

---

## **Section V. Termes de référence**

**AGENCE MCA-MOROCCO**

**PROJET « ÉDUCATION ET FORMATION POUR L'EMPLOYABILITÉ »  
ACTIVITÉ : « ÉDUCATION SECONDAIRE »**

**SÉLECTION D'UN BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES (INFRASTRUCTURE-PES)  
POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DE LA MISE À NIVEAU DE 56  
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RÉPARTIS EN DEUX LOTS :  
LOT 1 : DANS LA RÉGION DE FÈS - MEKNÈS  
LOT 2 : DANS LA RÉGION MARRAKECH - SAFI**

1. INTRODUCTION :	79
2. <b>CONTEXTE :</b>	79
3. <b>DESCRIPTION DE LA MISSION :</b>	79
3.1 ÉTENDUE DU PRÉSENT CONTRAT :	80
3.2 POINTS DE VIGILANCES :	80
3.3 ÉTENDUE DE LA MISSION :	81
3.4 ENJEUX LIÉS À L'ENVIRONNEMENT, AUX ASPECTS SOCIAUX ET À LA SANTÉ-SÉCURITÉ (ESSS) :	81
3.5 ENJEUX LIÉS À L'INCLUSION SOCIALE ET LE GENRE :	81
3.6 GESTION DU CONTRAT :	81
4. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES PRENANTES :	82
4.1 AGENCE MCA-MOROCCO :	82
4.2 MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION :	82
4.3 MINISTÈRE EN CHARGE DE L'ÉDUCATION ET SES SERVICES DÉCENTRALISÉS/ DÉCONCENTRÉS :	82
4.4 BUREAU DE CONTRÔLE :	82
4.5 LABORATOIRE :	82
5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 1 (TRANCHE DE BASE) – DIAGNOSTIC-ÉTUDES :	82
5.1 DIAGNOSTIC DES SITES AXÉ SUR LA SANTÉ, SÉCURITÉ ET L'HYGIÈNE :	82
5.2 ÉTUDES TECHNIQUES & PES/PAR :	86
6. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 2 (TRANCHE OPTIONNELLE) – CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX :	91
7. DOCUMENTATION DU PROJET/LIVRABLES :	94
8. PROGRAMME DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES PAR LOT :	96
8.1 PLANNING DES PRESTATIONS.....	96
9. MODALITÉS DE PAIEMENT :	97
10. CAPACITE ORGANISATIONNELLE :	97

## Acronymes et Abréviations

APD	Avant-projet Détaillé
APS	Avant-projet Sommaire
AREF	Académie Régionale d'Education et de Formation
BC	Bureau de contrôle
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CPR	Cadre politique de réinstallation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DP	Demande de Propositions
DPR	Direction Provinciale
DSSP	Direction de la Stratégie, des statistiques et de la planification
EIES	Étude d'Impact Environnementale et Sociale
EIESP	Étude d'Impact Environnemental et Sociale Programmatique
ESSS	Évaluation environnementale, sociale et de santé-sécurité
EXE	Études d'exécution et de synthèse
ISG	Inclusion sociale et de genre
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MENFPESRS	Ministère de l'Éducation Nationale et de la formation professionnelle de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
MIAES	Modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire
MO	Maître d'ouvrage
MOE	Maîtrise d'œuvre
NPS	Norme de Performance Standard
OPC	Ordonnancement, Coordination et Pilotage
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PEI	Projet d'établissement intégré
PEO	Plans d'Exécution des Ouvrages
PES	Performances environnementales et sociales
PEPP	Plan d'Engagement des Parties Prenantes
PGES	Plan de Gestion Environnementale, Sociale et Santé-Sécurité
PSS	Plan Santé-Sécurité (faisant partie du PGES)
RMS	Région de Marrakech-Safi
RFM	Région de Fès-Meknès
SSI	Sécurité Système Incendie
TIC	Technologie d'information et de communication
VRD	Voirie et Réseaux Divers

---

## 1. INTRODUCTION :

L'Agence MCA-Morocco, désignée ci-après par **maître d'ouvrage (MO)**, engage un **Bureau d'études techniques (BET)** ou un groupement de **BET** composé de spécialistes qualifiés (Ingénieur génie civil, architecte, topographe, laboratoire technique, environnementaliste, sociologue...), désigné ci-après par **Maîtrise d'œuvre (MOE)** pour la mise en œuvre de la composante infrastructure de la sous-activité « modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire ».

## 2. CONTEXTE :

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux grands projets à savoir : : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier »

**Le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »** a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

La première activité de ce projet qui porte sur l'éducation secondaire prévoit trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire à travers la contractualisation des performances et le renforcement des capacités de gestion des responsables desdits établissements, l'innovation pédagogique centrée sur l'élève et la réhabilitation de l'infrastructure ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information MASSAR et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

Ces services concernent la composante infrastructure de la sous-activité MIAES. Au cœur de ce modèle, il y a la préparation et la finalisation des Projets d'Etablissements Intégrés (PEIs). Ce processus sera conduit d'une façon participative (en assurant l'inclusion et en stimulant les innovations). L'approche participative requiert l'invitation des parties prenantes – incluant les administrateurs des établissements, les enseignants, les étudiants, les parents, les autres membres de la communauté, les autorités locales, les ONG locales, et le secteur privé local – à réfléchir ensemble et à développer une vision commune sur les besoins et une appartenance partagée du PEI.

Les PEIs identifieront, entre autres, les besoins en termes d'infrastructure qui sont l'objet de ces termes de référence. En tenant compte des contraintes budgétaires, un classement par ordre de priorité des investissements s'avère nécessaire. À cet effet, une optimisation de l'utilisation de l'infrastructure existante et des espaces additionnels proposés est nécessaire et ce, pour assurer la sécurité des établissements et avoir un impact positif en termes de résultats attendus du projet.

Il est à noter que l'activité Éducation Secondaire a été classée « catégorie B » selon les directives environnementales de MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov))-

## 3. DESCRIPTION DE LA MISSION :

La sous-activité MIAES vise globalement la transformation qualitative des établissements de l'enseignement secondaire en modernisant les méthodes d'enseignement et de gestion ainsi que

---

les installations. La **MOE** veillera à la mise en place dudit modèle intégré dans sa composante infrastructure, désigné ci-après par (le Projet). **Les investissements en infrastructure** ont pour objet l'amélioration de l'environnement d'apprentissage des élèves, pour qu'il soit sain, sécurisé et permet l'innovation pédagogique. Le budget alloué, pour les Travaux d'infrastructure, est de l'ordre de 400 000 USD par établissement y compris aléas et contingences, les détails sont présentés en annexe 1.

### **3.1 ÉTENDUE DU PRÉSENT CONTRAT :**

Les missions du présent contrat sont à réaliser pour les deux lots dans deux régions : Région Marrakech-Safi (RMS) et Région Fès-Meknès (RFM) ayant 28 établissements par région. La mission de la **MOE** est répartie en deux tranches :

- **Tranche de base : « Diagnostic/Études Techniques »,**
- **Tranche optionnelle : suivi et contrôle des travaux d'exécution.**
- **Le MO se réserve le droit d'octroyer ou non la tranche optionnelle, décrite ci-dessous, au titulaire de la tranche de base.**
- **Les experts clés proposés par le consultant ne peuvent être affectés que dans une seule région. En cas de non-respect de cette condition, le consultant ne pourra être attributaire que d'un seul lot.**
- **Le consultant désirant répondre aux 2 lots doit impérativement présenter un personnel clé pour chaque lot.**

#### **MISSION 1 : DIAGNOSTIC - ÉTUDES (TRANCHE DE BASE) :**

- **Diagnostic A :** consiste-en :
  - Diagnostic technique des sites et identification des défaillances ayant un impact direct ou indirect sur la Santé & Sécurité et l'Hygiène ;
  - Intégration des besoins en infrastructures émanant des PEI ;
  - Estimation détaillée des coûts des travaux mis en évidence par le diagnostic A et les besoins en infrastructure émanant du PEI ;
  - Atelier de consultation/validation, établissement du programme physique (PEI) et des intrants de l'APS ;

NOTE : La priorisation des travaux en accord avec la stratégie des investissements en infrastructure doit se faire selon les grilles présentées en annexe 2.
- **Diagnostic B :** Diagnostic des performances environnementales et sociales/Plan d'action de réinstallation PES/PAR des sites ;
- **Études A :** Élaboration des APS, APD, projet d'exécution (PE), des Spécifications techniques détaillées et des dossiers de consultation des entreprises (DCE);
- **Études B :** Études PES/PAR.

#### **MISSION 2 : CONTRÔLE & SURVEILLANCE DES TRAVAUX (TRANCHE OPTIONNELLE) :**

- **Mission 2A :** Contrôle et surveillance des travaux incluant les réceptions provisoires, définitives ainsi que l'établissement du dossier de fin de travaux de tous les contrats pour chaque lot.
- **Mission 2B :** Application des exigences PES/PAR.

Tout au long de ces missions, la **MOE** devra coordonner étroitement avec le MO, pour toutes les étapes de validation du design du projet d'infrastructure.

### **3.2 POINTS DE VIGILANCES :**

Lors de la préparation de son offre la **MOE** doit tenir compte des points suivants :

- L'état de chaque site est spécifique et la nature de l'intervention varie d'un site à l'autre ;
- La nécessité de respecter un calendrier rigoureux du projet y compris les contraintes du calendrier scolaire ;

---

### **3.3 ÉTENDUE DE LA MISSION :**

La mission concerne deux régions, FÈS –MEKNÈS et MARRAKECH –SAFI, pour 56 sites au total (28 sites par région) répartis en deux lots, la liste des sites est jointe en annexe 1.

### **3.4 ENJEUX LIÉS À L'ENVIRONNEMENT, AUX ASPECTS SOCIAUX ET À LA SANTÉ-SÉCURITÉ (ESSS) :**

Sur la base des informations disponibles, la composante infrastructure de sous-activité « MIAES » de l'activité « Éducation secondaire » telle que définie, ne semble comporter que des risques modérés au niveau environnemental et social. Par ailleurs, en se référant à la liste annexée à la loi 12-03 relative à l'EIES (Étude d'impact Environnemental et Social), ce projet, même en cas d'extension et de nouvelles constructions, n'est pas assujéti à l'EIES dans le cadre de la réglementation marocaine.

À cet effet, **Il n'y aura pas de procédure d'acceptabilité environnementale marocaine pour l'EIES dans le cadre de ce dernier.** Par contre, l'EIES demeure une obligation par rapport aux normes de MCC et de la Société financière internationale (SFI).

À la lumière de la classification préconisée par la SFI en fonction de la nature des impacts potentiels sociaux et/ou environnementaux, le projet est classé dans la Catégorie B (Projets ayant potentiellement des impacts sociaux et/ou environnementaux négatifs qui peuvent être facilement gérés par des mesures d'atténuation).

### **3.5 ENJEUX LIÉS À L'INCLUSION SOCIALE ET LE GENRE :**

MCC apporte une attention particulière à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Les inégalités conduisent à une affectation inefficace des ressources et retardent, par conséquent, le développement en général et la croissance économique, en particulier. Pour la mise en œuvre de ces normes, MCA-Morocco met à la disposition des différents prestataires un Plan d'action genre et inclusion sociale (PAGIS). Conformément à la politique genre<sup>6</sup> et aux directives opérationnelles genre de MCC<sup>7</sup>, le PAGIS traduit l'engagement des différentes parties prenantes au Compact à promouvoir l'inclusion sociale et le genre à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets. Son objectif est d'assurer que les contraintes socio-économiques pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux bénéfices des projets sont atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive sont identifiées.

### **3.6 GESTION DU CONTRAT :**

Le **MO** assure la gestion et le suivi global de l'exécution du contrat. Il est responsable des tâches suivantes :

- S'assurer de la conformité des livrables (examen et commentaires) selon les exigences des présents TdR ;
- Valider les livrables intermédiaires et finaux.

Une réunion d'information sera organisée pour informer la **MOE** des modalités de suivi et des principaux interlocuteurs, que ce soit au niveau des services du **MO** ou au niveau du MENFPESRS (central, régional, provincial et local)

La **MOE** désigne un interlocuteur unique « Chef de mission » qui traite directement avec le **MO** et qui assume la responsabilité de la gestion de tous les services demandés dans le cadre de ce contrat.

---

<sup>6</sup><https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>

<sup>7</sup><https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

#### **4. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES PRENANTES :**

Dans le cadre de ce contrat, la **MOE** interagira principalement avec les intervenants clés suivants :

##### **4.1 AGENCE MCA-MOROCCO :**

L'agence MCA-Morocco, maître d'ouvrage (**MO**), est l'entité qui prendra en charge la gestion dudit contrat en termes de signature, d'exécution, de suivi et de paiements.

##### **4.2 MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION :**

Le MCC est l'organisme de financement pour le projet. Le MCC n'a aucun rôle de surveillance directe dans la mise en œuvre du projet, mais elle possède certains droits d'objection, en particulier en ce qui concerne le processus de passation de marchés. Le MCC engage son propre ingénieur indépendant qui agit à titre de conseiller pour MCC dans le cadre de la surveillance globale de la mise en œuvre.

##### **4.3 MINISTÈRE EN CHARGE DE L'ÉDUCATION ET SES SERVICES DÉCENTRALISÉS/ DÉCONCENTRÉS :**

Le ministère (MENFPESRS) est représenté au niveau central par la Direction de la Stratégie, des statistiques et de la planification "DSSP" (ou autre direction désignée par le Ministère) et au niveau régional par l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation. Le ministère et l'AREF fourniront, dans la mesure du possible et si elle existe, la documentation disponible. L'assistance requise pour la réussite de la mission sera assurée via les directions provinciales et les directeurs d'établissements, qui assureront et sécuriseront l'accès aux sites pour la réalisation du projet.

##### **4.4 BUREAU DE CONTRÔLE :**

Un Bureau de Contrôle (**BC**) sera éventuellement engagé par le **MO** pour :

- Le visa des documents de conception et d'exécution ;
- Le contrôle sur chantier des travaux de réalisation des ouvrages et des équipements fournis (dans la limite de ses attributions) ;
- Les vérifications nécessaires en vue des réceptions provisoires, définitives et élaboration des rapports de fin des travaux (dans la limite de ses attributions) ;
- L'intervention à la demande du **MO** pendant la période de garantie.

La **MOE** devra, à la demande du **MO**, soumettre ses plans techniques au visa du **BC** et maintenir une collaboration efficace avec ce BC.

##### **4.5 LABORATOIRE :**

Le bureau d'études engagera un laboratoire compétent pour effectuer les investigations nécessaires au diagnostic technique et pour les études géotechniques des sols de fondations. Ce laboratoire doit être qualifié pour réaliser des expertises techniques.

Dans la phase travaux, le **MO** engagera un laboratoire qui interviendra dans le contrôle de qualité des travaux et réceptions (dans la limite de ses attributions et sous la supervision du **MOE**). Il faut noter toutefois que la responsabilité de contrôle des travaux reste du ressort de la **MOE**.

#### **5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 1 (TRANCHE DE BASE) – DIAGNOSTIC-ÉTUDES :**

##### **5.1 DIAGNOSTIC DES SITES AXÉ SUR LA SANTÉ, SÉCURITÉ ET L'HYGIÈNE :**

###### **5.1.1 Objectifs :**

Les objectifs du diagnostic pour chaque site sont :

- Relever toutes les anomalies et dysfonctionnements ;
- Vérifier la conformité des infrastructures et installations vis-à-vis de la réglementation et des normes en vigueur au Maroc, celles adoptées par le MENFPESRS et les normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la SFI ;



- 
- Analyser les résultats et définir les causes probables ;
  - Proposer des solutions dûment justifiées, quantifiées et estimées.
- Vu le budget limité (400 000 USD/établissement), le diagnostic se focalisera plus sur les priorités visées par le Projet (Santé, Sécurité et Hygiène).

#### **5.1.2 Relevé topographique :**

Avant de commencer le diagnostic technique, et pour les sites n'ayant pas de plans de masse, la MOE reconstituera ce dernier (ainsi que d'autres plans nécessaires à la mission) par un relevé topographique, qui servira d'état des lieux pour le travail des équipes techniques. Ce relevé devra contenir la représentation des bâtiments, des accès, des différents types de regards (de tirage, d'assainissement et pour vannes), fosses septiques, puit, château d'eau, les terrains de sports et les allées piétonnes et carrossables.

#### **5.1.3 Analyse des aspects environnementaux et sociaux :**

Les visites sur site doivent être réalisées conjointement par les experts infrastructure et PES. La MOE est appelée à relever les défaillances liées au respect de l'environnement, la santé, l'hygiène, la sécurité (y compris la sécurité incendie). L'équipe de diagnostic technique est appelée à travailler en étroite collaboration avec l'équipe PES, et plus particulièrement sur les aspects santé-sécurité. L'ensemble des éléments jugés pertinents pour cette analyse doivent figurés dans le rapport de diagnostic et pris en charge lors de l'établissement des estimations des travaux à réaliser.

#### **5.1.4 Analyse des aspects liés au genre et à l'inclusion sociale (GIS) :**

Une analyse de situation permet de comprendre comment les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les populations vulnérables ou en situation de handicap bénéficient de l'infrastructure de manière différenciée. Il existe en effet un accès différencié à l'utilisation et à l'appropriation des installations et services d'infrastructure par les hommes et les femmes, liés aux inégalités des rapports et aux restrictions culturelles. Malgré ces constats, les projets d'infrastructure restent en réalité souvent insensibles au genre et à l'inclusion sociale, car on suppose que tous les usagers bénéficieront automatiquement de la nouvelle infrastructure, sans nécessairement la reconnaissance de l'ensemble des impacts sociaux et économiques, qu'ils soient positifs ou négatifs.

Bien conçue, bien située et accessible, l'infrastructure peut être un outil puissant dans la poursuite de l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Par conséquent, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale ne doit pas seulement être considérée comme un facteur nécessitant une attention dans les projets d'infrastructure, mais doit plutôt être considérée comme un facteur critique pour assurer le succès du projet et la durabilité en veillant à ce que les conditions des filles, des femmes et des populations vulnérables ne se détériorent pas.

Pour cela, le MOE est appelé à effectuer un diagnostic de l'ensemble de l'infrastructure des établissements scolaires et de ses installations (sanitaires, accès, agencement, répartition des espaces communs) par rapport à leurs utilisations par les différents usagers : filles et garçons, femmes et hommes, personnes en situation d'handicap, de manière à ressortir les défaillances et/ ou les aménagements à apporter au bâtiment afin de répondre aux différents besoins des différents usagers. Cette analyse devrait permettre d'avoir des infrastructures scolaires inclusives est sensibles au genre.

#### **5.1.5 Analyses techniques axées sur la Santé, Sécurité et l'Hygiène :**

L'analyse technique des bâtiments et installations s'effectuera à partir des visites d'inspection sur le site. La MOE procédera à :

- L'analyse réglementaire et conformité technique ;
- L'examen de l'état général et le constat des désordres ou anomalies éventuelles ;



- La détermination des causes probables ;
- La proposition de solutions : modifications, réfection partielle ou totale, démolitions etc.

À l'issue de cette analyse la **MOE** dressera sous forme d'un bilan les anomalies constatées, causes probables, solutions proposées dûment quantifiées, chiffrées et justifiées.

Cette mission concerne tout ou une partie des domaines techniques définis ci-après :

**a. Diagnostic architectural sommaire :**

Vérification de la conformité des différents espaces aux normes scolaires, en termes d'accessibilité, de fonctionnalité et de fluidité de la circulation entre toutes les composantes de l'établissement ainsi qu'aux normes architecturales en matière d'hygiène, santé et sécurité.

**b. Électricité :**

Diagnostic de tout le réseau d'alimentation électrique partant du point de branchement (compteur ou poste transformateur) jusqu'aux points lumineux et prises de courant, incluant les tableaux électriques (TGBT et Tableaux secondaires), câblage, filerie, mise à la terre.....etc.

**c. Plomberie –sanitaires**

Diagnostic de tout le réseau d'alimentation d'eau potable (froide et chaude) du branchement jusqu'au point de déserte, incluant les conduites, appareils sanitaires.....etc.

Une attention particulière sera accordée aux établissements ruraux qui sont généralement alimentés par un système autonome : puit /château d'eau. La MOE devra s'assurer que ce dispositif subvient ou pas aux besoins de l'établissement durant la période de l'année scolaire et s'assurer de la potabilité de cette eau par le biais d'analyses menées par un laboratoire agréé.

**d. Assainissement et Drainage :**

Le diagnostic portera sur les réseaux suivants :

- Les réseaux d'eaux usées, d'eaux vannes et d'eaux pluviales ;
- Drainage général du site ;

Une attention particulière doit être accordée en cas des installations d'assainissement autonome (fosses septiques et puit perdu) pour statuer sur l'état physique, la capacité, le fonctionnement, l'entretien, et enfin, l'adéquation du système par rapport à la nature du sol.

**e. Structure :**

La **MOE** devra donner un avis technique sur l'état global de la structure porteuse y compris les ouvrages de soutènement, les gardes corps, les trottoirs périphériques et les allées piétonnes.

En cas d'anomalies touchant la stabilité des ouvrages, la MOE engagera, à sa charge, un laboratoire compétent pour des investigations supplémentaires (auscultations, géotechnique des sols...).

**IMPORTANT :**

- **Le choix des établissements bénéficiaires de ce projet a été fait en éliminant les cas présentant de graves désordres de structures porteuses (dalles, poteaux, poutres). Toutefois, quelques établissements présentent des désordres très localisés.**
- **En cas d'un éventuel branchement de l'un des réseaux (électrique, eau ou assainissement) au réseau public, la MOE aura la responsabilité d'effectuer, à sa charge, une enquête auprès des organismes gestionnaires (ONEE, régies, concessionnaires privés) pour évaluer les coûts estimatifs correspondant.**

**5.1.6 Besoins et Améliorations émanant du PEI :**

Le **MO** remettra à la **MOE**, pour chaque établissement, une liste des besoins et d'améliorations

---

souhaitées, en termes d'infrastructure, proposées dans le cadre du PEI. Ces améliorations pourraient inclure de nouvelles constructions.

La **MOE** devra statuer sur la faisabilité technique de ces **améliorations**, la possibilité de leur intégration dans chaque site correspondant en étroite collaboration avec le **MO** et enfin en estimer les coûts de réalisation.

#### **5.1.7 Estimation des coûts :**

Le **MOE** devra préparer une estimation des coûts de la mise aux normes en fonction du diagnostic. Cette estimation sera appuyée par un avant-métré des prestations préconisées par ce diagnostic. La **MOE** procédera au classement des travaux selon la matrice des investissements en infrastructure présentée en Annexe 2. L'estimation sera complétée par l'évaluation des coûts des besoins et améliorations proposées par le PEI. Ces estimations doivent respecter les budgets présentés en annexe XX1.

#### **5.1.8 Rapport du diagnostic :**

La **MOE** prépare un rapport du diagnostic à l'attention du **MO** et pour les besoins de l'Atelier de validation. Ce rapport contient au minimum les éléments suivants :

- Renseignements généraux sur le site y compris le programme physique ;
- État des lieux ;
- Anomalies et dysfonctionnement relevés et leurs analyses ;
- Défaillances relevées en matière d'inclusion sociale et du genre et leur analyses et propositions d'aménagements à apporter aux bâtiments afin de répondre aux différents besoins des différents usagers ;
- Plan et check-list GIS en matière de suivi des travaux de constructions ;
- Analyse des recommandations PEI et leur intégration ;
- Estimation des coûts (sur tableau Excel) ;
- Ventilation des estimations des coûts des travaux à réaliser selon la matrice des investissements en infrastructure présentée en Annexe 2 (sur tableau Excel).
- Interprétation des résultats effectués par le laboratoire
- Plans de masse existants ou reconstitués ;
- Fiches d'inspection dûment renseignées ;
- Avant-métré ;
- Rapport photo.

Il est important de préciser que pour les sites comprenant des internats, les résultats des diagnostics doivent être présentés séparément (établissement versus internat), que ce soit pour les analyses techniques ou pour les estimations des coûts.

#### **5.1.9 Atelier de consultation/validation du rapport du diagnostic :**

La priorisation des travaux à effectuer issue du diagnostic et de l'intégration du PEI, sera analysée en atelier avec les parties prenantes engagées dans ce projet. La **MOE** participera à cet atelier à titre d'expert technique. Les délibérations de l'atelier permettront de finaliser et de valider la liste des travaux jugés prioritaires en fonction des budgets disponibles décrits en annexe 1.

À l'issue de cet atelier le choix définitif du programme physique détaillé (intrants APS) par site sera arrêté.

Seules les prestations retenues dans ce programme seront étudiées dans les prochaines phases d'études.

---

## **5.2 ÉTUDES TECHNIQUES & PES/PAR :**

### **5.2.1 Études PES/PAR :**

#### **5.2.1.1 Évaluation environnementale, sociale et de santé-sécurité (ESSS) :**

Dans le cadre de la programmation du projet, une étude d'impact environnemental et social programmatique (EIESP) est en cours d'élaboration dans le premier lot des études et qui a concerné la région Tanger- Tétouan- Al Hoceima (TTH). L'EIESP en cours aboutira à un ensemble de documents génériques du projet à savoir : le Plan de Gestion Environnemental, Social et de santé/sécurité cadre (PGES), le plan de gestion santé-sécurité, le Cadre de Politique de réinstallation (CPR), le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) et le Plan VIH/SIDA.

L'évaluation environnementale devra présenter un état de référence des aspects ESSS et déboucher sur des plans de gestion ESSS (PGES) spécifiques permettant d'identifier les impacts ESSS du projet, positifs et négatifs, directs et indirects, et de définir les mesures d'atténuation et/ou de compensation à mettre en œuvre pour une gestion efficace des aspects ESSS du Projet. Le PGES cadre qui est réalisé auparavant, sera adapté aux spécificités locales de chaque établissement scolaire et permettra ainsi de produire les PGES spécifiques de chaque établissement scolaire.

L'évaluation ESSS devra être conforme aux lois et réglementations applicables, et aux accords environnementaux et sociaux internationaux dont le Maroc est signataire, aux normes de performances de la Société financière internationale (SFI) et à la Politique Environnementale de MCC.

Les services de la **MOE** incluent les démarches relatives aux processus d'obtention des autorisations requises en la matière (sécurité incendie entre autres).

Par ailleurs, la **MOE** devra mettre à jour le PEPP et le Plan de Consultations publiques pour la validation des PGES.

Un Plan d'Action de Réinstallation devra être préparé spécifiquement pour les établissements concernés.

#### **5.2.1.2 Livrables :**

Cette évaluation se fera en considérant les sites sélectionnés, elle sera déclinée ensuite à l'échelle de chaque établissement scolaire en tenant compte de ses spécificités

L'état de référence abordera également toutes les zones géographiques concernées par les infrastructures associées, telles que le raccordement aux réseaux électriques et à l'alimentation en eau, la réhabilitation des routes/pistes et installations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'infrastructure des établissements scolaires.

Les PGES spécifiques aborderont, entre autres, et plus spécifiquement les thèmes suivants :

- Les impacts associés aux activités de construction, sur site et hors site ainsi que les changements d'accès ;
- les impacts liés à la phase relative à la réhabilitation de l'infrastructure des établissements scolaires, y compris les rejets d'eaux usées, la production de déchets et les émissions atmosphériques ;
- les impacts associés aux installations existantes, y compris les impacts environnementaux associés à la contamination antérieure du site ;

Ainsi, les résultats attendus sont essentiellement :

- **Un état de référence des projets** avec une base de données d'indicateurs qui sera complétée par établissement scolaire. Certains indicateurs ESSS seront communs à tous les

---

établissements scolaires et d'autres seront spécifiques. Ces indicateurs couvriront au minimum les aspects liés à :

- L'hygiène et la santé\Sécurité ;
  - La gestion des déchets solides et des produits chimiques ;
  - La gestion de l'eau ;
  - L'accès des personnes à mobilité réduite ;
  - La définition des plans d'urgence ;
- **Un Plan de Gestion et de Suivi/surveillance Environnemental, Social et de santé/sécurité (PGES) spécifique à chaque établissement** : Ce PGES spécifique devra définir les responsabilités locales et la procédure de suivi-évaluation de ces risques. Il devra également identifier les mesures d'atténuation et de surveillance pour éviter les impacts négatifs, les atténuer ou les ramener à des niveaux acceptables.
  - **Un Plan Santé / Sécurité spécifique à chaque établissement** : ce plan couvrira l'ensemble des aspects liés à la santé et à la sécurité sur le chantier de construction et pour les populations riveraines. Il sera basé sur le plan Santé-Sécurité globale déjà réalisé dans le cadre de l'EIESP et qui sera transmis au cabinet adjudicataire.

La MOE devra préciser dans le PGES que les entreprises doivent prendre en charge des séances de sensibilisation VIH/SIDA à leurs employés.

- **Un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)** pour les établissements éventuellement concernés : si le besoin est exprimé et sur la base du CPR déjà élaboré pour la région Tanger-Tétouan- Al Hoceima et qui sera remis au cabinet adjudicataire : il s'agit d'une évaluation des besoins de réinstallation liée à l'historique socio-foncier et aux activités du projet avec estimation des coûts et de la population affectée. Le(s) PAR(s) devront se faire en conformité avec la NP 5 de la SFI.
- **Un audit du passif foncier** incluant l'historique du titre et des occupants, ainsi que le détail de l'historique des litiges sur le site (dossier juridique, indemnisations éventuelles et recommandations pour résolution) sera réalisé par le consultant dans le cadre du/des PARs.

**Le déclenchement de la tâche relative à l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et de l'audit du passif foncier sera fait par un ordre de service partiel si le besoin est exprimé.**

- **Adaptation du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) et son déploiement** au niveau des deux régions. Ce plan inclura un plan de communication et de consultation publique : la MOE est amenée à proposer et exécuter un plan de consultations publiques. Ce plan devra être en conformité avec les lignes directrices environnementales et sociales de MCC et de la NP 1 de la SFI. La MOE sera responsable d'élaborer les calendriers détaillés et d'établir les correspondances pour la consultation, d'aider le MCA et le gouvernement du Maroc à organiser les sessions ainsi que la distribution des rapports aux parties concernées. Le plan de la consultation publique détaillera le processus et les actions continues de sensibilisation et de consultation proposée.

La MOE sera responsable d'adapter le **Système de Gestion des Doléances (SGD de TTH)**. Ce SGD aura pour but de recevoir des plaintes et enregistrer les préoccupations des communautés concernées qui sont liées à la performance environnementale et sociale du projet, et qui facilitera la recherche des solutions. Le SGD doit avoir une portée qui est en fonction des

risques et des impacts négatifs du projet et être essentiellement utilisé par les Communautés affectées. Il doit avoir pour objectif de permettre de résoudre rapidement les questions soulevées, en utilisant un processus de consultation compréhensible et transparent, approprié sur le plan culturel et facilement accessible.

- **Les Documents d'Appel d'Offres** : fournir les clauses Environnementales et Sociales à insérer dans les documents d'Appel d'Offres relatifs aux travaux y compris dans les spécifications techniques de l'offre ;
- **Le Contrôle et la supervision des travaux** : la **MOE** sera responsable du contrôle et de la supervision pendant la mise en œuvre de tous les travaux à l'égard de l'EIESP, du PGESE et des autres exigences relatives aux aspects environnementaux, sociaux.

Il est à noter que les mesures de mitigation/amplification ESSS et les résultats des consultations publiques devront être pris en compte lors de l'élaboration des APD, des projets d'exécution, des DCE, etc....

### 5.2.1.3 Répartition du travail entre les missions :

L'ensemble du travail et des livrables décrit dans cette section, est réparti à titre indicatif, entre les 3 phases selon le tableau ci-dessous.

Tâche	Effort par phase	
	Diagnostic/Études	Travaux
Établir l'état de référence des projets	100%	-
Plan d'Action de Réinstallation (PAR)	50%	50%
PGES/spécifiques - surveillance-suivi (y compris le Plan Santé / Sécurité (spécifique))	50%	50%
Adaptation et mise en œuvre du plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) (y compris le Plan de communication et de consultation publique et sa mise en œuvre)	50%	50%

### 5.2.2 Études techniques :

#### 5.2.2.1 L'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS) :

La **MOE** prépare l'APS basé sur le programme physique retenu et validé par le MO. Les propositions de la **MOE** doivent respecter les normes et directives adoptées par le Ministère (MENFPESRS) ainsi que les exigences en matière de santé sécurité hygiène et environnement. Les études de l'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Établir les plans de principe et esquisses des solutions techniques envisageables du programme physique retenu. La **MOE** proposera au MO, selon le cas, une ou plusieurs variantes de solution ;
- Déterminer la durée prévisionnelle de la réalisation des travaux ;
- Établir une estimation du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées en respectant les budgets disponibles décrits en annexe 1 ;

Dans le cadre des études de l'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le **MO** où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

#### Liste indicative des documents à remettre au Maître d'ouvrage (MO) :

Dossier architectural : (bâtiments existants et extensions éventuelles) comprenant :

- Données générales sur le site ;
- Plan de masse échelle 1 /200 avec :

- Orientation générale ;
- Implantation de différents blocs et bâtiments ;
- Les voies et accès (dont allées piétonnes), aménagements extérieurs ;
- Si requis, plans des différents niveaux échelle 1/200 montrant les différents travaux à exécuter ;

Dossier technique (bâtiment existant et extensions éventuelles)

- Notice de sécurité incendie conformément à la réglementation en vigueur ;
- Plans de principe des différentes interventions retenues : les différents réseaux (électricité, plomberie sanitaire y compris les réseaux d'alimentation et d'évacuation, assainissement y compris assainissement autonome), les différentes installations de production d'eau chaude, équipement cuisine-buanderie ;
- Esquisse et Étude de prédimensionnement de différents ouvrages et installations (PEI) ;
- Rapport du laboratoire des résultats de l'étude géotechnique

Dossier d'autorisation

La **MOE** prépare dès la validation de principe de l'APS par le MO, le dossier d'autorisation de construire.

Elle effectue toutes les démarches préalables nécessaires à la délivrance de cette autorisation et assiste le MO jusqu'à son obtention. Les redevances liées à la délivrance du permis de construire seront à la charge du MO.

Les compétences de l'architecte en matière d'autorisation de construire sont du ressort de la **MOE**.

#### **5.2.2.2 L'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ (APD) :**

La **MOE** prépare l'APD basé sur l'APS validé par le MO et doit éventuellement, si ce n'est pas fait au stade APS, réaliser les études géotechniques nécessaires pour poursuivre les études notamment de structures et d'infrastructure (PEI).

Les études de l'avant-projet détaillé ont pour objet de :

- Établir les plans techniques et architecturaux détaillés (Ech : 1/100, 1/50, 1/20...selon les besoins) établis et validés en APS accompagnés de notices de calcul ;
- Mise à jour de l'estimation de la durée prévisionnelle de la réalisation des travaux et de leurs coûts en respectant les budgets disponibles décrits en annexe 1 ;

#### **5.2.2.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE):**

Après approbation de l'APD, la **MOE** doit réaliser les études d'exécution, à savoir :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et les spécifications techniques pour chaque lot de travail ;
- L'établissement, sur la base des plans d'exécution, de devis quantitatif-estimatif détaillés par lots ou corps d'état en respectant les budgets disponibles décrits en annexe 1 (sur fichier Excel) ;
- Élaboration d'un échéancier d'exécution des travaux sur MS-Project ou équivalent ;

L'ensemble des recommandations émises par les études environnementales et sociales (EIESP, PGES, PAR, etc...) sera intégré dans l'ensemble des spécifications techniques et autres documents de conception du projet.

**Liste indicative des documents à remettre :**

- a. **Plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier :**

- 
- Plans architecturaux (bâtiments concernés par les travaux seulement) :
    - Plan de masse détaillé ;
    - Plans des fondations avec réseau sous dallage, échelle 1/50 ;
    - Plans de différents niveaux par bloc, échelle 1/50 ;
    - Coupes et façades échelle 1/50 ;
    - Plans de repérage menuiserie échelle 1/50 ;
    - Carnet de détail de toute la menuiserie ;
  - **Structure** (bâtiments concernés par les travaux seulement) :
    - Notes de calcul détaillées ;
    - Plans de coffrages des fondations et des planchers de tous les blocs concernés à l'échelle 1/50 ;
    - Cahiers de ferrailage échelle 1/50 et nomenclatures des aciers ;
    - Coupes et détails ;
    - Étude du système d'étanchéité avec indication des sens d'écoulement, implantation des descentes ;
  - **Électricité** (bâtiments concernés par les travaux seulement) :
    - Note de calcul y compris les bilans de puissance ;
    - Plans des réseaux, échelle 1/50 ;
    - Plan général des installations de chaque niveau ;
    - Plans synoptiques et schémas unifilaires ;
    - Plan de détail du réseau de la détection incendie ;
    - Plans de vidéo-surveillance ;
  - **Plomberie sanitaire** (bâtiments concernés par les travaux seulement)
    - Note de calcul avec détermination des débits, pressions et sections ;
    - Plans d'implantation des réseaux, échelle 1/50 ;
    - Plans des canalisations dans chaque niveau ;
    - Plans de détail et sections des canalisations ;
    - Plan de réseau incendie ;
    - Détails et sections des canalisations ;
    - Détails points d'eau aménagés éventuellement (puits, réservoir etc.) y compris analyse de l'eau ;
  - **Assainissement** (bâtiments concernés par les travaux seulement)
    - Note de calcul ;
    - Plans des tracés réseaux coupes et détails ;
    - Détails descentes EU/EP ;
    - Plans des ouvrages annexes d'assainissement ;
    - Détail de branchement au réseau ;
    - Plan d'exécution puits perdu et fosse septique pour le cas d'assainissement autonome ;
  - **Clôtures, terrains de sport, allées piétonnes et circulations** (Éléments concernés par les travaux seulement)
    - Plans d'implantations et coupes ;
    - Détails des ouvrages de fondations, poteaux, raidisseurs et chainages pour la clôture ;
    - Détail de terrains de sport y compris drainage ;
    - Détails allées et circulations ;
  - **Mur de soutènement** (Éléments concernés par les travaux seulement) :
    - Note de calcul ;
    - Plans des détails d'exécution ;
- b. Spécifications techniques détaillées**



---

La **MOE** prépare les spécifications techniques détaillées, définissant sans contradiction avec les plans d'exécution des ouvrages :

- Les travaux des divers corps d'état et leur mode d'exécution ainsi que toutes les exigences et conditions d'essais et réception ;
- Le choix des matériaux, installations et des équipements ;

Si certaines tâches requièrent une main d'œuvre spécifique, les spécifications techniques seront complétées par la précision du profil d'encadrement requis.

**c. Devis quantitatif-estimatif détaillés :**

La **MOE** remettra un bordereau de prix avec une évaluation confidentielle détaillée de l'ensemble des travaux à réaliser :

- Définition des prix unitaires ;
- Mode de quantification ;
- Modalités de paiement ;
- L'avant-métré détaillé ;

**d. Élaboration des DCE - Dossier de consultation des Entreprises :**

Les DCE sont élaborés en fonction des options retenues par le **MO** pour le mode de passation des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il y a lieu de préciser dans quelle mesure une entreprise ou groupement d'entreprises peut soumissionner pour plusieurs lots (chaque lot comportera plusieurs sites par exemple).

La **MOE** élabore et regroupe pour les contrats de travaux, conformément aux « MCC Small Works Contract Form » disponible sur le site du MCC, tous les documents écrits et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises.

Le dossier doit inclure :

— **Partie I :**

- Calendrier des travaux ;
- Cahier des clauses techniques générales CCTG ;
- Cahier des clauses techniques particulières CCTP ;
- Cahier des clauses administratives générales des travaux CCA GT ;
- Cahier des clauses administratives particulières CCAP ;
- Les termes de référence (TdRs) ;
- Description des prix unitaires ;
- Bordereau des prix unitaires par site et par corps d'état ;
- Coût estimatif confidentiel révisé à remettre à part

— **Partie II :** qui contient la documentation requise pour faciliter la compréhension des soumissionnaires de la nature et de la portée des travaux, notamment plans d'exécution, dessins, spécifications techniques des équipements et des matériaux, PGES, etc.

La **MOE** proposera selon le mode de passation retenu un règlement de consultation des entreprises conforme aux directives de MCC avec un système cohérent de pondérations compte tenu des capacités financières, références et compétences techniques, moyens matériels, humains et encadrement requis

## **6. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 2 (TRANCHE OPTIONNELLE) – CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX :**

La **MOE** doit diriger l'exécution des contrats de travaux et exercer les fonctions de « l'ingénieur » conformément au standard de « MCC Small Works Contract Form ».

Dans le cadre de cette mission, la **MOE** est chargée du contrôle de la conformité de l'exécution

---

des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles, sur les plans de la qualité, du délai, du coût et des performances environnementale, sociale et de santé-sécurité.

La **MOE** procède à la préparation des plans complémentaires et des études techniques supplémentaires et des enquêtes qui pourraient être nécessaires pour régler les conditions imprévues réelles sur le site.

Elle doit vérifier tous plans, notes de calculs complémentaires, documents techniques établis par les entreprises. Elle contrôle la cohérence de ces documents pour les différents corps d'état et leur conformité aux documents contractuels.

La **MOE** doit assurer la surveillance des travaux par un technicien expérimenté permanent de telle façon à assurer un contrôle des quantités et de la qualité. Des réunions hebdomadaires de chantier sont organisées en présence des experts concernés. Elles sont sanctionnées par des PV diffusés par la **MOE**.

La **MOE** assure le contrôle de la qualité et des quantités des ouvrages exécutés notamment la participation à la réception des implantations et des fonds de fouilles, le contrôle du ferrailage et l'autorisation de la mise en place du béton des infrastructures, la prise des attachements.

La **MOE** veille à la mise en application du système de plan d'assurance qualité à instaurer par les entreprises et à la gestion des non conformités.

La **MOE** assure le contrôle complet, durant toute la période d'exécution des travaux, de tous les avis de changements et de veiller au respect du processus de leurs traitements selon les directives du MCA-Morocco et de la procédure du MCC.

La **MOE** doit examiner les résultats des tests de laboratoire et s'assurer de leur conformité à la réglementation en vigueur pour tous les matériaux mis en œuvre dans le chantier.

La **MOE** doit exiger des entreprises, un planning des travaux, elle doit contrôler régulièrement les avancements physiques et financiers des travaux et approvisionnements et tenir informé en permanence le MO. Elle doit également coordonner l'ensemble des intervenants et veiller au respect des objectifs calendaires, qualitatifs, coûts et le cas échéant proposer des mesures correctives pour rattraper les retards éventuels ou les surcoûts.

La **MOE** devra procéder systématiquement aux réceptions techniques (Infrastructure et PES) partielles successives, des différentes installations exécutées, ainsi que la vérification des équipements techniques livrés sur chantier. Ces vérifications et réceptions doivent être appuyées par des PV d'approbation, à diffuser chaque semaine, de même, elle devra établir les situations définitives prévisionnelles des travaux pour chaque lot, ainsi que les plannings financiers et prévisions de décaissement à la demande du MO.

La **MOE** doit étudier et valider les propositions des entreprises pour la mise en œuvre et le suivi du plan de gestion environnementale et sociale (PGES), le plan de santé et sécurité /le programme de sensibilisation à la santé et sécurité publique (y compris la composante VIH/SIDA) et un plan de gestion du maintien de la sécurité. Examiner et commenter, au besoin, ou en recommander l'acceptation et veiller à leurs mises en œuvre.

L'équipe environnementale et sociale devra être en contact permanent avec le reste de l'équipe infrastructure afin de veiller à ce que toutes les parties prenantes (surveillance technique, entreprise, MCA, etc.) soient informées et en conformité avec le PGES et que les questions ESSS soit traitées rapidement et de manière intégrée.

Le **MOE** devra élaborer un plan de suivi de réalisation des travaux de réaménagements des établissements scolaires et le mettre en œuvre en respect avec les normes et exigences du genre et inclusion sociale et selon le rapport de diagnostic GIS. Le suivi des travaux de construction devra permettre de s'assurer à travers des visites que les travaux réalisés soient conformes aux politiques et aux directives de MCA/MCC en matière de traite des personnes, le GIS ainsi qu'aux recommandations fournies dans le livrable précédent.

Le MO engagera un laboratoire et un bureau de contrôle pour appuyer le MOE dans le contrôle et la réception des travaux (dans la limite de leurs attributions). La MOE établira pour ces 2 prestataires un programme d'intervention sur les sites en fonction de l'avancement des travaux.

## **6.1 Gestion administrative des travaux**

- 
- La **MOE** exécute les opérations suivantes :
- a) Gestion des délais ;
  - b) Instruction des mémoires de réclamations des entrepreneurs ;
  - c) Gestion administrative des changements ;
  - d) Assistance au MO pour le règlement des litiges éventuels avec les entreprises ;

#### **6.2 Vérification des décomptes provisoires des travaux**

La **MOE** exécute les opérations suivantes :

- a) Vérification et signature des décomptes périodiques établies par les entrepreneurs accompagnés des attachements signés contradictoirement par les entreprises et la **MOE** ainsi que des métrés détaillés et documentés (bien appuyés par **des pièces justificatives**) qui en résultent et leur transmission au MO;
- b) Vérification et signature du décompte définitif ainsi que la situation définitive ;

#### **6.3 Réception des travaux et dossiers de fins des travaux**

La **MOE** assistera le **MO** aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

À cet effet, la **MOE** procèdera en fin des travaux aux réceptions techniques des installations exécutées autant de fois nécessaires jusqu'à levées totales des réserves par les entreprises.

Il devra établir les rapports de réceptions correspondants et délivrer les certificats de conformité et attestations d'achèvement des travaux.

La **MOE** est chargée également de la constitution, au terme de la remise en fin d'exécution des travaux, du dossier des ouvrages exécutés comprenant notamment :

- La collecte, en vue de leur exploitation, des notices techniques de fonctionnement et maintenance du matériel ;
- Les plans de récolement des ouvrages fournis par les entreprises sur formats papiers et sur supports électroniques dûment vérifiés et validés.

La **MOE** complètera ce dossier par :

- Un mémoire à la fois descriptif et explicatif de l'ensemble des équipements techniques installés et leur mode de fonctionnement si requis ;
- Les dispositions à prendre pour assurer la maintenance et l'entretien des équipements techniques installés.

La **MOE** aura également dans le cadre de ce marché, la charge de participer aux opérations de réception définitive des travaux.

De même, la **MOE** est tenue d'assister, à chaque fois que le MO le demande, aux réunions programmées pendant les délais de garantie des entreprises, pour résoudre les éventuels problèmes techniques constatés lors de ces périodes.

#### **6.4 Élaborations des Rapports de suivi infrastructure et PES**

Le Consultant devra tenir informé le MO dans les 24 heures de **tous incidents ou accidents survenus sur chantiers** et périodiquement par :

- Un état d'avancement hebdomadaire ;
  - Un tableau succinct illustrant les taux d'avancement des travaux par lots ;
  - PV de réception durant la semaine en cours ;
  - Un rapport mensuel reflétant l'activité du mois précédent et soulignant les difficultés et les enjeux de même que la planification du mois à venir. Ce rapport comprendra entre autres : Les états d'avancements physiques et financiers ;
  - Les changements ;
  - Le planning ;
  - Procès-verbaux des réunions de chantier et des réunions concernant les inspections du site avec les entrepreneurs (prévoir au minimum une réunion hebdomadaire) ;

- Résultats des essais de laboratoire et interprétations ;
- Procès-verbal des travaux réalisés et acceptés ;
- Procès-verbal de levée des non conformités ;
- Les réclamations des entreprises ;
- Les incidents et accidents sur chantier ;
- Plan d'action et de mitigation ;
- Les PES
- Les correspondances du mois ;
- Le plan de suivi et de gestion des risques ;
- Rapport photographique ;
- Etc...
- Un rapport d'évaluation de l'intégration des aspects GIS lors de la conception et de la réalisation des travaux de constructions.
- Un rapport annuel et rapport d'achèvement de la mission.

Avant le commencement des travaux la **MOE** présentera un modèle de rapport pour approbation par le **MO**.

#### **6.5 Analyse des risques liés à la traite des personnes**

L'évaluation des risques de la Traite des personnes est réalisée dans tous les projets du Compact, en conformité avec la politique MCC en la matière.<sup>8</sup> Le MOE devra :

- Évaluer les risques de la Traite des personnes dans les projets de construction ;
- Catégoriser les projets (à risque faible ou à risque élevé) ;
- Gérer les risques au moyen des exigences minimales de la lutte contre la traite et du plan de gestion des risques de la traite.
- Identifier les moyens et mesures pour prévenir le harcèlement, l'intimidation et/ou l'exploitation, en particulier des femmes.

#### **6.6 Suivi des travaux de construction en matière des risques liés à la Traite des personnes**

Selon les résultats du rapport de l'analyse des risques de la Traite des personnes (livrable précédent), le MOE devra élaborer un plan de suivi de réalisation des travaux de réaménagement des établissements scolaires et le mettre en œuvre en respectant les normes et les exigences de MCC/MCA. Le suivi des chantiers des travaux de construction devra se faire à travers des visites afin de s'assurer que les entreprises sont conformes aux politiques et aux directives de MCA/MCA ainsi qu'aux recommandations fournies dans le livrable précédent.

## **7. DOCUMENTATION DU PROJET/LIVRABLES :**

### **7.1 Livrables :**

Les documents produits en vertu du présent contrat doivent :

- Communiquer les résultats et les questions importantes aux décideurs ;
- Être techniquement précis et soutenus par des données, des annexes et des références ;
- Intégrer des tableaux, des matrices, des cartes, des diagrammes, des schémas et autres illustrations qui permettent de bien comprendre les analyses, les enjeux et les recommandations.

La **MOE** doit présenter les documents suivants au **MO** :

---

<sup>8</sup> Counter-Trafficking in Persons Policy : <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

- 
- Un rapport de démarrage incluant la démarche et la méthodologie proposées et un plan de travail, y compris, sans s’y limiter, les éléments suivants :
    - Indication du niveau d’effort requis pour les différentes phases de son mandat ;
    - Affichage du calendrier des interventions qui sont nécessaires sur le site (par exemple pour des essais, des enquêtes, des levés topographiques, des mesures, des observations, etc.) et les modalités de coordination avec le MO ;
    - Le plan d’assurance qualité ;
    - Le plan de communication ;

Ce rapport concerne les aspects infrastructure, PES et GIS.

- Dossier de la mission diagnostic comme indiqué ci-dessus ;
- Dossier d’EIES comprenant l’EIESP, les PGES spécifiques, les PAR et autres livrables ESSS
- Dossier des études techniques et architecturales (APS, APD, Exécution et DCE) ;
- Dossier de suivi, de supervision des travaux y compris, sans s’y limiter, les éléments suivants :
  - Rapports hebdomadaires et mensuels portant sur les travaux en cours ;
  - Rapports d’inspection des installations et des équipements ;
  - Registre des actifs que l’entrepreneur doit remettre au MO ou à ses entités de mise en œuvre ;
  - Plans de recollement ;
  - Un rapport d’inspection finale et un rapport de parfait achèvement ;
  - Certificats de conformité ;
  - Plans et documentation conformes à l’exécution ;
  - Certificat d’achèvement des travaux ;
  - Manuels d’exploitation et de maintenance des équipements techniques installés ;

## **7.2 Caractéristiques des livrables :**

Les livrables (version provisoire) seront transmis en version papier en trois exemplaires et une version électronique. La version finale sera livrée en version papier en quatre exemplaires et sur un support électronique.

L’impression des documents se fait en recto verso en texte noir et/ou en couleur pour les documents contenant des photos, des cartes ou de toutes autres illustrations. Il faut utiliser un papier de bonne qualité.

La MOE doit remettre les documents afférents à chaque phase en langue française. Les livrables deviennent propriété totale du MO à leur réception.

## **7.3 Modalités de validation des livrables :**

- **Durant la mission1, les délais de vérification et de validation (15 jours calendaires : 10 j pour l’examen par MO et 5 j pour la reprise des dossiers par le cabinet) des livrables sont inclus dans le timing présenté ci-dessus et ne peuvent être cumulés. La MOE devra organiser son planning afin qu’elle ne soit pas ralentie par les périodes de contrôle.**

*NB : Il est important de préciser que :*

*L’achèvement de l’exécution des différentes étapes de chaque tâche, reste tributaire de la validation du MO.*

- *La liste des éléments demandés pour toutes les tâches, (études, inventaires, relevés, bilans, notes techniques, essais de laboratoire, expertise, études architecturales et techniques, et rapports), n’est nullement restrictive, mais donnée à titre indicatif, et*

la **MOE** ne peut se soustraire à la réalisation de toutes autres études nécessaires à l'exécution de chaque mission du projet, sans rémunération supplémentaire ;

- La MOE doit remettre tous les rapports relatifs à chaque site séparément au MO ;
- Les rapports de chaque phase doivent être impérativement soumis au contrôle du MO, et ne seront acceptés qu'après la satisfaction de toutes ses remarques, (sur le fond et la forme de tous les documents), par la MOE.
- ***Durant la période des deux tranches (de base et optionnelle), il est probable que la MOE aura à observer une période d'arrêt ordonnée par le MO, aucune réclamation ne pourra être demandée en compensation, et ce dans les limites des durées d'arrêt réglementaires à savoir une année cumulative.***

## **8. PROGRAMME DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES PAR LOT :**

### **8.1 PLANNING DES PRESTATIONS.**

La durée totale du contrat est de **36** mois par lot (Région), à partir du premier ordre de service, sachant que les études d'exécution et le contrôle et suivi des travaux jusqu'à réception, est tributaire du délai d'exécution des travaux, aujourd'hui estimé à 7 mois pour chaque établissement. Ce dernier peut être augmenté ou diminué en fonction de la complexité et l'importances des lots. Les durées présentées ci-dessous exigent le déploiement de deux équipes distinctes par région durant la phase de diagnostic A. La durée d'exécution de chaque phase est présentée dans le tableau et le planning suivant :

<b>Mission</b>	<b>Prestation</b>	<b>Délai partiel</b>
	<b>Rapport de démarrage</b>	<b>0,5 mois</b>
<b>MISSION 1</b>	<b>Diagnostic/Études</b>	
	<b>Diagnostic</b>	
<b>Diagnostic A</b>	Diagnostic (y compris le Diagnostic GIS et le Diagnostic PES/PAR)	<b>8,0 mois</b>
	Rapport Diagnostic avec les besoins infra des PEI intégrés (28 sites) et programme physique	<b>0,50 mois</b>
<b>Diagnostic B</b>	PEPP-Adaptation	4 mois
	Un état de référence des projets	4 mois
	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique	4 mois
	<b>Études</b>	
<b>Etude</b>	<b>Études Techniques</b>	
<b>Étude A</b>	APS (28 sites)	<b>2,0 mois</b>
	APD (28 sites)	<b>2,0 mois</b>
	PE & DCE (28 sites)	<b>2,0 mois</b>
<b>Étude B</b>	<b>Études PES/PAR</b>	
	Plans d'Action de Réinstallation (PAR)	<b>5,0 mois</b>
	PGES Spécifiques / Études /SS, VIH, Genre, Analyse des risques liés à la TIP	<b>5,0 mois</b>
	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique - Mise en œuvre	<b>5,0 mois</b>
	PEPP-Mise en œuvre	<b>5,0 mois</b>
	Application PAR	<b>5,0 mois</b>
<b>Mission 2</b>	<b>Exécution (Contrôle et surveillance des travaux y compris Application PES/PAR)</b>	
<b>Exécution</b>	Remise des rapports mensuels incluant : - Contrôle et surveillance des travaux ; - PGES spécifiques / surveillance ;	Tous les mois

	- PEPP-Suivi et surveillance / Exécution	
--	------------------------------------------	--

#### **IMPORTANTS :**

- **Durant la mission1, les délais de vérification et validation (15 jours calendaires : 10 j pour l'examen par MO et 5 j pour la reprise des dossiers par le cabinet) des livrables sont inclus dans le timing présenté ci-dessus et ne peuvent être cumulés. La MOE devra organiser son planning afin qu'elle ne soit pas ralentie par les périodes de contrôle.**
- **À l'issue des délais mentionnés ci-dessus, les livrables ont la validation finale du MO.**
- **Le déclenchement de chaque phase ou tâche sera faite par un ordre de service partiel ;**
- **Les négociations et mise à jour des termes de référence concernant la tranche optionnelle seront entamés au plus 3 mois avant la fin de la tranche ferme.**

### **9. MODALITÉS DE PAIEMENT :**

Le règlement de chaque phase se fera sur la base de la remise des livrables correspondants à chacune des phases. Il s'effectuera suivant le calendrier de paiements et de remise des livrables aux Conditions particulières du Contrat à la Section III du présent contrat, à la clause CGC 6.1. Les missions 1 et 2 seront rémunérées aux forfaits (par phase) selon le tableau présenté ci-dessous.

MISSION	Phase ou Tâche	Durée (mois)	Ratio (Forfait)
<b>MISSION 1</b>	Rapport de démarrage	0,5	5%
	Diagnostic A	8,5	30%
	Diagnostic B	4	15%
	Étude A (APS)	2	15%
	Étude A (APD)	2	10%
	Étude A (PE/DCE)	2	15%
	Étude B	5	10%
<b>MISSION 2</b>	Exécution	7 par établissement	MxN/196
	Réception provisoire		5%
	Réception définitive		5%

- **N: Nombre d'établissements en travaux durant le mois en cours. La durée cumulée des travaux pour chaque établissement doit être inférieure ou égale à 7 mois, sinon l'établissement concerné n'est considéré dans le calcul de N.**
- **M: Montant global proposé par le consultant pour la tranche optionnelle diminué de 10% (5% pour la réception provisoire et 5% pour la réception définitive).**
- **Les pourcentages mentionnés ci-dessus seront appliqués aux montants globaux par mission**

### **10. CAPACITE ORGANISATIONNELLE :**

La réussite des tâches du présent contrat exige que la **MOE** mobilise une équipe d'experts et de spécialistes hautement qualifiés. Le savoir-faire et l'expérience de la **MOE** en matière de réalisation d'établissements scolaires, d'architecture, de réhabilitation, d'analyse de conception, de gestion et planification environnementale et sociale sont particulièrement importants. La dispersion géographique des sites et la nature du projet nécessitent une bonne coordination et planification ainsi que des moyens adaptés en personnel et moyens logistiques au contexte des différents sites. La **MOE** doit travailler en étroite collaboration avec le **MO** et les autres parties prenantes.



---

### 10.1 Qualification du personnel :

La **MOE** doit mobiliser une équipe possédant une bonne expérience afin d'accomplir efficacement les missions du contrat. L'équipe doit contenir suffisamment d'experts/spécialistes ayant une connaissance des langues française et arabe avec une connaissance du contexte marocain.

La description suivante des profils énumérés, ci-après, résume l'étendue de l'expertise technique et ESSS nécessaires à l'exécution du contrat. Cette description doit être considérée à titre indicatif seulement. Elle fournit des conseils pour déterminer le niveau d'expertise requis par la **MOE** afin d'atteindre les objectifs. La **MOE** est libre de proposer des configurations de dotation en personnel différentes qui assurent la réalisation de tous les objectifs de la mission.

***NB : Il est à préciser que la liste du personnel de l'équipe proposée, dans l'offre, par la MOE est contractuelle, et ne peut être modifiée sans l'accord du MO.***

### 10.2 Personnel clé :

Ils doivent posséder de l'expertise et de l'expérience requises, en particulier dans les situations où la logistique est complexe et où beaucoup de ressources nécessaires ne sont pas disponibles localement.

La plupart des documents de base sont en français, et il est impératif que le personnel de la **MOE** maîtrise cette langue. Par conséquent, le groupe de spécialistes doit compter au moins trois membres capables de lire, d'écrire et de parler couramment le français.

La **MOE** doit désigner, parmi le personnel clé proposé, un spécialiste senior qui sera désigné comme chef de mission par intérim.

Tous ces spécialistes seniors doivent posséder le minimum d'expérience requis dans leurs domaines d'expertise et une expérience pertinente dans des projets similaires et avoir un diplôme d'études supérieures.

La **MOE** doit fournir les CV du personnel proposé dans le format spécifié dans le formulaire TECH-11 de la Demande de Propositions. La **MOE** doit veiller à ce que son personnel clé soit mobilisé à la signature de l'ordre de service pour commencer à travailler au Maroc.

Le personnel ne doit pas être considéré systématiquement à temps plein, mais sa disponibilité doit être ajustée en fonction des besoins réels des missions.

**IMPORTANT : Les experts clés proposés par le consultant ne peuvent être affectés que dans une seule région. En cas de non-respect de cette condition, le consultant ne pourra être attributaire que d'un seul lot.**

- **Chef de mission :**

- Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil ou architecture,
- Avoir une grande connaissance du management de projets similaires et des habiletés pour la communication et la gestion des équipes ;
- Avoir au moins 12 ans d'expérience dans la mise en œuvre de projets d'infrastructure notamment les équipements publics et/ou infrastructures scolaires ;
- Avoir une expérience significative dans l'exécution de projets de construction et ou de réhabilitation tous corps d'état ;
- Maîtriser le français à l'oral et à l'écrit ;
- Capacité à gérer une équipe multidisciplinaire.

- **Ingénieur génie civil :**

- Diplôme d'ingénieur en génie civil ;
- Capacité à réaliser plusieurs projets d'infrastructures en parallèle ;
- Minimum de 7 ans d'expérience à travailler sur des projets de bâtiments ;
- Avoir une expérience en suivi des travaux tous corps d'état ;

- **Architecte :**

- Diplôme d'architecte reconnu au Maroc ;
- Capacité à mener et à superviser plusieurs projets d'infrastructure et de bâtiment en parallèle ;

- Minimum de 7 ans d'expérience à travailler sur la mise en œuvre de projets d'infrastructure et ou de bâtiment ;

**Ingénieur électricien :**

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur électricien ;
- Posséder au moins 7 ans d'expérience ;
- Expérience en réhabilitation des installations électriques de bâtiments ;
- Expérience dans la mise en conformité des installations électriques des constructions publiques.

**Équipe Environnementale et Sociale :**

L'équipe environnementale est composée des spécialités suivantes : Environnemental et social, Réinstallation, Santé Sécurité. **Il est à noter** que les soumissionnaires peuvent proposer un expert qui peut remplir deux fonctions tant que l'expérience des consultants est appropriée dans le cadre de ce que requièrent les Normes de Performances de la SFI.

▪ **Chef d'équipe Environnemental et Social :**

- Le chef d'équipe chargé de la coordination de la réalisation de l'EIESP, du PGES devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou universitaire minimum Bac+5 en environnement, ou sociologie appliquée aux projets de développement ;
- Maîtrise des normes ESSS de quelques bailleurs de fonds internationaux dont ceux de la SFI ;
- Aptitudes en communication, écrite ou orale avec une gamme variée d'interlocuteurs ;
- Disponibilité pour des déplacements fréquents sur le terrain ;
- Minimum de 10 ans d'expérience dans le domaine des études d'impact environnemental et social et/ou la conception, la mise en œuvre et le suivi des PEPP dans le cadre des grands projets de développement ;
- Expérience dans le secteur de l'éducation est un atout ;
- Connaissance des règlements en matière d'environnement, de propriétés foncières ;
- Maîtrise du français, parlé et écrit est exigée ; celle de l'anglais et de l'arabe est souhaitable ;
- Expérience de travail en Afrique du nord sera appréciée.

▪ **Spécialiste en santé-sécurité :**

- Avoir au minimum un diplôme BAC+4 dans une discipline des sciences humaines, sociales, économiques, d'ingénierie ou similaires ;
- Spécialiste dans une discipline relative à la santé-sécurité (y compris la sécurité incendie) dans la mise en conformité des bâtiments publiques ;
- Expérience dans la conception des mesures d'atténuation des impacts relatifs à la santé-sécurité.
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dont 5 ans dans l'intégration des dimensions santé-sécurité dans les projets de développement. L'expérience pourrait être de préférence en Afrique du nord ;
- Maîtrise du français, parlé et écrit est exigée ; celle de l'anglais et de l'arabe est souhaitable ;

### **10.3 Personnel d'Appui :**

La MOE doit proposer un personnel d'appui pour soutenir le personnel clé et qui doit maîtriser la langue française. Ils doivent être des professionnels qualifiés possédant au moins 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans leur domaine et posséder des connaissances particulières par rapport au contexte local. Le personnel d'appui comprend au minimum :

▪ **Ingénieur en fluides :**

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur en fluides ;
- Posséder au moins 7 ans d'expérience ;
- Expérience en réhabilitation des réseaux et installations de fluides de bâtiments ;
- Expérience dans la mise en conformité des installations fluides des constructions publiques.

▪ **Spécialiste en Réinstallation/Aspects fonciers :**

- Avoir au minimum un diplôme BAC+4 dans une discipline des sciences humaines, sociales, économiques, d'ingénierie ou similaires ;
- Expérience dans le domaine du foncier, acquisition des terres, consultation publique et autres aspects liés à la rédaction et à la mise en œuvre d'un PAR.
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la réinstallation dans le contexte de l'OP 4.12 ou NP 5 de la SFI. L'Expérience pourrait être préférablement en Afrique du nord. La capacité de travailler en français et en arabe est obligatoire. L'anglais est un atout.

▪ **Spécialiste en genre et inclusion sociale et aspects sociaux:**

- Avoir au minimum un diplôme Bac+4 en sciences humaines et sociales ou un diplôme d'ingénieur ;
- Une expertise confirmée d'au moins 10 ans dans les domaines de la sociologie, du genre et de l'inclusion sociale des populations vulnérables ;
- Une bonne connaissance du domaine de l'environnement et de l'infrastructure ;
- Une connaissance du secteur de l'éducation serait un atout.

▪ **Spécialiste en contrôle qualité :**

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur option contrôle qualité ou équivalent ;
- Posséder au moins 8 ans d'expérience ;
- Expérience en tant qu'expert en contrôle qualité dans des projets d'infrastructure.

▪ **Techniciens en supervision des travaux :**

La MOE doit mobiliser un technicien qualifié par site en permanence. Toutefois compte tenu du rapprochement de certains sites (en zones urbaines), la MOE pourra proposer un technicien pour couvrir un maximum de deux (02) sites **sous réserves de sa qualification, des moyens de transport mis à sa disposition et de l'approbation du MO**. Les qualifications demandées sont :

- Techniciens en génie civil, électricité, fluides (selon les besoins du chantier),
- Expérience comme responsable et coordonnateur de travaux ;
- Posséder au moins 5 ans d'expérience dans le domaine ;
- Capacité à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire.
- Capacité de rédiger des PV hebdomadaires ;

▪ **Brigades de topographes ;**

▪ **Laboratoires qualifiés en études géotechniques et en expertise de structures ;**

Le déploiement du personnel clé ainsi que le personnel d'appui devra refléter une mobilisation plus importante sur le terrain qu'au bureau. Le total des taux de déploiement des ressources par mission devra être à hauteur des valeurs présentées ci-dessous :

Mission	Taux général de déploiement sur le terrain	Taux général de déploiement au bureau
1	60%	40%
2	90%	10%

#### 10.4 Sous-traitance :

En raison de l'étendue et de la nature complexe de la mission objet du présent contrat, la MOE est autorisée à recourir à la sous-traitance qualifiée pour certains des services demandés, à hauteur d'un maximum de 30%, sous réserve de l'approbation préalable du MO.

ANNEXE 1 : budgets moyens alloués pour chaque phase du projet (MAD)

Phase	Diagnostic			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	20%	0%	1 532 156,55
H	684 804,31	20%	0%	547 843,45
PEI	1 400 000,00	20%	0%	1 120 000,00
	4 000 000,00			<b>3 200 000,00</b>

Phase	APD			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	10%	0%	1 723 676,12
H	684 804,31	10%	0%	616 323,88
PEI	1 400 000,00	10%	0%	1 260 000,00
	4 000 000,00			<b>3 600 000,00</b>

Phase	APS			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	15%	0%	1 627 916,33
H	684 804,31	15%	0%	582 083,67
PEI	1 400 000,00	15%	0%	1 190 000,00
	4 000 000,00			<b>3 400 000,00</b>

Phase	PE/DCE			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	5%	0%	1 819 435,90
H	684 804,31	5%	0%	650 564,10
PEI	1 400 000,00	5%	0%	1 330 000,00
	4 000 000,00			<b>3 800 000,00</b>

ANNEXE 2 : Priorisation des travaux selon les investissements en Infrastructures

Priorité	Désignation
SS1	<b>Réduire les risques pour la sécurité des personnes et améliorer l'évacuation d'urgence</b>
	Nombre de sorties de secours pour les blocs de classes
	Nombre de sorties de secours pour les dortoirs
	Accès des pompiers aux façades des dortoirs
	Nombre de cages d'escaliers de secours
	Largeur des dégagements (escaliers, corridors)
	Cuisine et locaux à risques
SS2	<b>Réduire les risques d'électrocution</b>
	Protection du réseau électrique
	Distance de calage avec les réseaux d'eau
SS3	<b>Améliorer la protection incendie</b>
	Portes coupe-feu
	Moyens de secours, alarme, consignes et signalétique
	Éclairage de sécurité
SS4	<b>Réduire les risques de chute de grande hauteur supérieure à 1 m.</b>
	Garde de corps
	Fenêtres
	Escaliers
	Rampes d'accès et dallage terrain de sport
SS5	<b>Améliorer la surveillance et la sécurité du site et du bâtiment</b>
	Hauteur des murs
	Caméra de surveillance
	Visibilité générale du site
	Sécurisation façades

Priorité	Désignation
H1	<b>Accessibilité à l'eau potable</b>
	Potabilité
	Disponibilité et Suffisance
	Rendement du réseau (fuites ou sous-dimensionnement)
H2	<b>Assurer une hygiène personnelle adéquate (Blocs sanitaires: toilettes, urinoirs, lavabos) &amp; Améliorer le réseau d'assainissement</b>
	Nombre des sanitaires
	État des toilettes, robinets et lavabos
	Fonctionnalité des évacuations
	Présence d'eau potable
	Adéquation des systèmes autonomes et sols
H3	<b>Améliorer le drainage</b>
	État du réseau
	Fonctionnalité du drainage

Priorité	Désignation
PEI	La priorisation des travaux doit répondre aux critères suivants : 1. Respect du budget alloué ; 2. Ne soit pas une redondance avec les deux tableaux précédant ; 3. Soit approuvée par MCA-Morocco ;

Annexe 3 Liste des établissements concernés par le projet.

**Région Fès-Méknès**

Régions	Localité	Urban / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Préfecture: Fès	Saïss (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT ABDELLAH GUENNOUN	34,0112546	-4,9595845	24725Z	Qualifiant
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL ABDELLAH BNOU YASSINE	34,0164808	-5,0493471	02248T	Collégial
Préfecture: Fès	Saïss (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL BANNAE	34,0193170	-4,9826900	01976X	Collégial
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT EL HAJ EL HADI TAJMOUATI	34,0193532	-5,0473728	02104L	Qualifiant
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL BNOU ACHIR	34,0349203	-5,0435622	22747Z	Collégial
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL HOUMANE AL FATOUAKI	34,0366359	-5,0425316	02252X	Collégial
Préfecture: Fès	Sidi Harazem	RURAL	LYCÉE QUALIFIANT SIDI HRAZEM	34,0368729	-4,8696298	26567B	Qualifiant
Préfecture: Fès	Jnan El Ouard (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL JABER IBN HAYAN	34,0519645	-4,9586720	23864N	Collégial
Préfecture: Fès	El Mariniyine (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL AL MANFALOUTI	34,0540575	-5,0293517	25309J	Collégial
Préfecture: Fès	Jnan El Ouard (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT AL MASSIRA	34,0567290	-4,9477092	24321K	Qualifiant
Préfecture: Fès	El Mariniyine (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL SIDI JAWAD SQUALI	34,0622789	-5,0054525	02244N	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT ANASSI	33,8576420	-5,5665690	26026N	Qualifiant
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL ALLAL AL FASSI	33,8665900	-5,5529090	04078G	Collégial

Régions	Localité	Urban / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL IBN OTMANE EL MEKNASSI	33,8867610	-5,5689910	04084N	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL RIAD	33,8865935	-5,5691293	04083M	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT MASSIRA	33,8919290	-5,5152180	03951U	Qualifiant
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT MOULAY YOUSSEF	33,8942410	-5,5413050	03929V	Qualifiant
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL MONACIF	33,8987880	-5,5832900	04086R	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL DAKHLA	33,9004250	-5,5100650	20941L	Collégial
Préfecture: Meknès	MRhassiyine	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL AMCHIOT SALLAM BEN BOUCHTA	34,0164260	-5,4890460	03942J	Collégial
Province: Ifrane	Azrou (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT TARIK BNOU ZIAD	33,4372000	-5,2158940	10790C	Qualifiant
Province: Ifrane	Azrou (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL AL OUAHDA	33,4545268	-5,2284727	19887R	Collégial
Province: Ifrane	Dayat Aoua	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL DAYET AOUA	33,6525485	-5,0021969	24740R	Collégial
Province: Taounate	Karia Ba Mohamed (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL EL KODS	34,3615592	-5,2094688	15931R	Collégial
Province: Taounate	Rhouazi	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL RHOUAZI	34,4772037	-5,3016061	23282F	Collégial
Province: Taounate	Taounate (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT IBN SINA	34,5198900	-4,6456312	24887A	Collège et Lycée



Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Province: Taounate	Fennassa Bab El Hit	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL FENNASSA	34,6302791	-4,3932958	24408E	Collégial
Province: Taounate	Sidi YahyaBni Zeroual	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL SIDI YEHYA BNI ZEROUAL	34,7017366	-4,9906660	25361R	Collège et Lycée

**Région Marrakech-Safi**

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Préfecture: Marrakech	Sidi Youssef Ben Ali (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL ES SAFA	31,608	-7,9583	02833D	Collegial
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL AL ATLAS	31,603	-8,0512	23070A	Collegial
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL AL AZZOUZIA	31,687	-8,0638	25466E	Collegial
Préfecture: Marrakech	Marrakech-Médina (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL EL MANSOUR EDDAHBI	31,617	-7,9804	02625C	Collegial
Préfecture: Marrakech	Loudaya	Rural	LYCEE COLLEGIAL HOUMMANE EL FETOUAKI	31,629	-8,2829	24544C	Collegial
Préfecture: Marrakech	Sidi Youssef Ben Ali (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL IBN AL AARIF	31,605	-7,966	02832C	Collegial
Préfecture:	Gueliz (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL NAKHIL	31,639	-8,0075	02626D	Collegial

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Marrakech							
Préfecture: Marrakech	Ouahat Sidi Brahim	Rural	LYCEE COLLEGIAL TENSIFT	31,708	-8,0051	18547J	Collegial
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT EL KHAOUARIZ MI	31,617	-8,0516	20647S	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Gueliz (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT ERRAHALI EL FAROUK	31,649	-7,9901	02633L	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Marrakech-Médina (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT HASSANE BEN TABIT	31,623	-7,9774	02708T	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT SALAH EDDINE EL AYOUBI	31,63	-8,0672	02653H	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Harbil	Rural	LYCEE QUALIFIANT TAMANSOURTE	31,762	-8,1117	25519M	Qualifiant
Province: Chichaoua	Taouloukout	Rural	LYCEE COLLEGIAL HASSAN II	31,221	-9,0892	21853C	Collegial
Province: Chichaoua	Chichaoua (Mun.)	Urbain	LYCÉE COLLÉGIAL HAY LHASSANI	31,457	-8,7116	25486B	Collegial
Province: Chichaoua	M'Zouda	Rural	LYCEE COLLEGIAL IBN ANNAFISS	31,29	-8,5861	18465V	Collegial
Province: Chichaoua	Lamzoudia	Rural	LYCÉE QUALIFIANT LAMZOULDIA	31,585	-8,4817	25536F	Qualifiant
Province: Essaouira	Essaouira (Mun.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL	31,511	-9,7624	10394X	Collegial

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
			NOUVEAU COLLEGE				
Province: Essaouira	Sidi Ishaq	Rural	LYCEE COLLEGIAL JABIR IBN HAYANE	31,871	-9,4479	25681N	Collegial
Province: Essaouira	Ounagha	Rural	LYCEE COLLEGIAL MOHAMED ZERKTOUNI	31,54	-9,5268	24216W	Collegial
Province: Essaouira	Smimou	Rural	LYCEE COLLEGIAL SMIMOU	31,214	-9,7024	10399C	Collegial
Province: Essaouira	Talmest (Mun.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT TALMEST	31,809	-9,3346	10401E	Collège et Lycée
Province: Safi	Safi (Mun.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT LAFQIH EL KANOUNI	32,311	-9,223	14005X	Qualifiant
Province: Safi	Sidi Ettiji	Rural	LYCEE COLLEGIAL AL BOUHTOURI	32,17	-8,8631	24576M	Collegial
Province: Safi	Khatazakan e	Rural	LYCEE COLLEGIAL EL KINDI	32,208	-9,133	26337B	Collegial
Province: Safi	Sebt Gzoula (Mun.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL FQIH EL JAZOULI	32,106	-9,0807	13996M	Collegial
Province: Safi	Safi (Mun.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL OUED EDDAHAB	32,316	-9,222	13987C	Collegial
Province: Safi	Safi (Mun.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT HASSAN II	32,292	-9,228	14000S	Qualifiant